



Treaty Series No. 25 (2007)

Exchange of Notes

between the Government of the United Kingdom of Great Britain and
Northern Ireland and the Government of the French Republic on
Chemical Weapon Destruction at Shchuch'ye

London, 5 April 2007 and 16 April 2007

[The Agreement entered into force on 16 April 2007]

*Presented to Parliament
by the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs
by Command of Her Majesty
October 2007*

© Crown Copyright 2007

The text in this document (excluding the Royal Arms and departmental logos) may be reproduced

free of charge in any format or medium providing that it is reproduced accurately and not used in a misleading context. The material must be acknowledged as Crown copyright and the title of the document specified.

Any enquiries relating to the copyright in this document should be addressed to The Licensing Division, HMSO, St Clements House, 2-16 Colegate, Norwich, NR3 1BQ.

Fax: 01603 723000 or e-mail: licensing@cabinet-office.x.gsi.gov.uk

**EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE
UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND
AND THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC ON
CHEMICAL WEAPON DESTRUCTION AT SHCHUCH'YE**

No. 1

*The Embassy of the French Republic in London to the Foreign and Commonwealth
Office*

London
5 April 2007

L'Ambassade de la République Française présente ses compliments au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et a l'honneur de lui proposer que les gouvernements français et britannique engagent une coopération relative à la destruction d'armes chimiques sur le site de Schuchye en Fédération de Russie, en vertu des dispositions suivantes:

La France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord se sont engagés, au travers des objectifs du Partenariat mondial du G8 contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes, fixés à Kananaskis le 27 juin 2002, à contribuer à la destruction d'armes chimiques en Fédération de Russie afin de soutenir cette dernière dans ses efforts pour détruire ses stocks d'armes chimiques avant le 29 avril 2012, comme l'impose la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, signée à Paris le 13 janvier 1993.

Alors que le Royaume-Uni fournit une assistance à la Fédération de Russie conformément à l'Accord intergouvernemental entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Fédération de Russie relatif à une assistance à la mise en oeuvre de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction en Fédération de Russie (ci-après désigné "l'accord intergouvernemental anglo-russe"), signé à Londres le 20 décembre 2001, et à l'Accord d'application entre le Ministère de la Défense du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Agence russe des munitions (ci-après désigné "accord d'application") du 25 mars 2002, la France se propose de participer à cette assistance comme tierce partie, ainsi que le prévoit l'article 2, paragraphe 3 de l'accord intergouvernemental anglo-russe précité, afin d'oeuvrer pour que l'entrée en fonction de l'installation de destruction d'armes chimiques de Schuchye intervienne dans les meilleurs délais.

L'Ambassade de la République Française a donc l'honneur de proposer que, pour la mise en oeuvre de cette coopération qui est subordonnée à l'appui du gouvernement de la Fédération de Russie, les dispositions suivantes s'appliquent:

- le gouvernement de la République Française contribue au financement d'équipements de la seconde ligne de destruction d'armes chimiques de Schuchye à hauteur d'environ 6 millions d'euros.

- la coopération est mise en oeuvre, en pratique, par le Commissariat à l'Energie Atomique qui agit pour le compte de la République Française, et par le Ministry of Defence, qui agit pour le compte du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Ces deux participants concluent entre eux mémoire d'entente qui spécifie les modalités précises de la coopération.

- la contribution financière française sera transférée au Royaume-Uni en un unique versement qui interviendra après réception de la réponse britannique à la présente note verbale et dès la signature du mémoire d'entente. Cette contribution financière devra être employée pour le financement d'équipements étant utilisés directement dans le processus de destruction des armes chimiques pour le bâtiment 1a du site de destruction des armes chimiques, et entrant dans la liste des équipements mentionnés à l'annexe j de l'accord d'application. Tous les fonds non-utilisés seront reversés à la France, sauf s'il en est conjointement décidé autrement.

- le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord demande l'accord du gouvernement de la Fédération de Russie pour que les dispositions de l'annexe j de l'accord d'application s'appliquent aux représentants de la partie française et confère à cet égard à la France le statut de donateur substantiel.

- afin que le gouvernement de la République Française puisse acquérir l'expérience nécessaire pour mener ultérieurement une coopération directe avec la Fédération de Russie, le gouvernement de la République Française nomme des experts qui apportent, dans le cadre du contrôle de la mise en oeuvre du projet et dans les limites découlant de la souveraineté russe, leur assistance aux responsables britanniques du projet. Le Royaume-Uni demande l'assistance de la Fédération de Russie afin qu'ils puissent participer aux visites du site et fournit l'accès à toutes les informations pertinentes, techniques et autres, notamment aux rapports intermédiaires, y compris financiers. Le Royaume-Uni invite les experts français à participer, en tant que de besoin, aux réunions entre le Royaume-Uni et la Fédération de Russie et aux réunions entre le Royaume-Uni et ses contractants.

- le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord veille, en concertation avec le gouvernement de la République Française, à ce que la contribution française jouisse d'une publicité satisfaisante, notamment dans les documents et rapports portant sur l'installation de destruction d'armes chimiques de Schuchye.

- le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord remet des rapports d'étape écrits au gouvernement de la République Française, notamment un rapport final du projet qui devra contenir des informations financières faisant apparaître clairement l'utilisation de la contribution française.

- l'accord que constitue la présente note verbale et la réponse du Royaume-Uni restera en vigueur jusqu'à sa dénonciation par consentement mutuel, ou par l'une des parties avec un préavis écrit de 12 mois. En tout état de cause, cette coopération se termine lorsque l'accord intergouvernemental anglo-russe fin.

- les gouvernements de la République Française et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord informent le gouvernement de la Fédération de Russie de cette coopération et de ses principaux éléments.

L'ambassade de la République Française serait reconnaissante au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de lui faire savoir si les dispositions qui précèdent recueillent l'agrément de son gouvernement. Dans ce cas, la présente note verbale ainsi que sa réponse constitueront un accord entre le gouvernement de la République Française et le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sur la destruction d'armes chimiques à Schuchye, qui entrera en vigueur à la date la réponse britannique.

L'Ambassade de France au Royaume-Uni saisit cette opportunité pour renouveler au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord l'assurance de sa plus haute considération.

Translation of No. 1

The French Embassy presents its compliments to the Foreign and Commonwealth Office of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and has the honour to propose that the French and British Governments undertake cooperative action related to chemical weapon destruction at the Shchuch'ye site in the Russian Federation, under the following provisions:

France and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland have undertaken, through the objectives of the G8 Global Partnership Against the Spread of Weapons and Materials of Mass Destruction which were set in Kananaskis on 27 June 2002, to contribute to chemical weapon destruction in the Russian Federation in order to support it in its efforts to destroy its chemical weapon stockpiles by 29 April 2012, as required by the Convention on the Prohibition of Development, Production, Stockpiling and Use of Chemical Weapons and on their Destruction, done at Paris on 13 January 1993¹.

Whereas the United Kingdom provides assistance to the Russian Federation under the Agreement between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the Russian Federation on Provision by the United Kingdom of Assistance for the Implementation of the Convention on the Prohibition of Development, Production, Stockpiling and Use of Chemical Weapons and on

¹ Treaty Series No.45 (1997) Cm 3727

their Destruction in the Russian Federation (hereinafter “the British-Russian Intergovernmental Agreement”), signed at London on 20 December 2001², and the Implementation Agreement between the Ministry of Defence of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Russian Munitions Agency (hereinafter “Implementation Arrangement”) of 25 March 2002, France proposes to participate in such assistance as a third party, and as provided for by Article 2 paragraph 3 of the British-Russian Intergovernmental Agreement, to help ensure that the Shchuch’ye chemical weapon destruction facility becomes operational at the earliest opportunity.

The French Embassy therefore has the honour to propose that, for the implementation of this cooperative action, which shall be subject to the cooperation of the Government of the Russian Federation, the following provisions shall apply:

- The Government of the French Republic shall provide approximately €6M for funding equipment for the second chemical weapons destruction line at Shchuch’ye.

- The cooperative action shall be implemented, in practice, by the *Commissariat à l’énergie atomique* acting on behalf of France, and by the Ministry of Defence, acting on behalf of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland. The two participants shall enter into a Memorandum of Understanding that sets out detailed arrangements for cooperative action.

- France’s financial contribution shall be paid to the United Kingdom in a single instalment following receipt of the British reply to this Note Verbale and upon the signature of the Memorandum of Understanding. The financial contribution should be used for funding equipment used directly in the chemical weapon destruction process for building 1A of the chemical weapon destruction facility, and on the list of equipment cited in Annex J of the Implementation Arrangement. Any funds that are not used shall be paid back to France, unless otherwise jointly decided.

- The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland shall seek the concurrence of the Government of the Russian Federation that the provisions in Annex J of the Implementation Arrangement shall apply to the Representatives of the French Party and in this respect shall give France substantial donor status.

- In order for the Government of the French Republic to gain the experience required for subsequently carrying out direct cooperative action with the Russian Federation, the Government of the French Republic shall appoint experts to provide assistance to British managers of the project, in monitoring its implementation, within the limits of Russian sovereignty. The United Kingdom shall seek the Russian Federation’s assistance for them to participate in visits to the site, and shall provide access to all relevant technical and other information, particularly interim

² Treaty Series No.14 (2002) Cm 5485

reports, including financial ones. The United Kingdom shall invite the French experts to participate, as necessary, in meetings between the United Kingdom and the Russian Federation, and meetings between the United Kingdom and its contractors.

- The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland shall ensure, in consultation with the Government of the French Republic, that France's contribution is appropriately publicised, including in documents and reports on the Shchuch'ye chemical weapon destruction facility.

- The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland shall provide written progress reports to the Government of the French Republic, including a final report for the project which should contain financial information that clearly shows how France's contribution was used.

- The agreement constituted by this Note Verbale and the United Kingdom's reply shall be effective until it is terminated by mutual consent, or by one of the Parties with 12 months' prior written notification. In any case, the cooperative action shall be terminated when the British-Russian Intergovernmental Agreement ends.

- The Governments of the French Republic and of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland shall inform the Government of the Russian Federation of this cooperative action and its main elements.

The French Embassy would be grateful to the Foreign and Commonwealth Office of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland for informing it whether its Government finds the foregoing provisions acceptable. If so, this Note Verbale and the reply shall be regarded as constituting an Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on chemical weapon destruction at Shchuch'ye, which shall enter into force on the date of the British reply.

The French Embassy to the United Kingdom avails itself of this opportunity to renew to the Ministry of Foreign Affairs of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland the assurance of its highest consideration.

No.2

The Foreign and Commonwealth Office to the Embassy of the French Republic in London

London
16 April 2007

The Foreign and Commonwealth Office presents its compliments to the French Embassy and has the honour to refer to the Embassy's Note of 5 April 2007,

[As in No.1]

The Foreign and Commonwealth Office has the honour to confirm that the proposals set out in the Embassy's Note are acceptable to the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and that the Embassy's Note, and this reply shall constitute an agreement between the two Governments, which shall enter into force today and shall be known as the Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on Chemical weapon destruction at Shchuch'ye.

The Foreign and Commonwealth Office takes this opportunity to renew to the French Embassy the assurances of its highest consideration.



Published by TSO (The Stationery Office) and available from:

Online

www.tsoshop.co.uk

Mail, Telephone, Fax & E-mail

TSO

PO Box 29, Norwich NR3 1GN

General enquiries: 0870 600 5522

Order through the Parliamentary Hotline *Lo-call* 0845 7 023474

Fax orders: 0870 600 5533

Email: customer.services@tso.co.uk

Textphone: 0870 240 3701

TSO Shops

16 Arthur Street, Belfast BT1 4GD

028 9023 8451 Fax 028 9023 5401

71 Lothian Road, Edinburgh EH3 9AZ

0870 606 5566 Fax 0870 606 5588

TSO@Blackwell and other Accredited Agents

ISBN 978-0-10-172222-3



9 780101 722223